



Colloque

L'EUROPE ! ET DEMAIN ?

Palais Brongniard 6 avril 2013

Événement coorganisé par la Grande Loge de France, la Grande Loge
Traditionnelle set Symbolique Opéra,
La Grande Loge Féminine de France

Intervention conclusive de Catherine Jeannin-Naltet

Grande Maîtresse de la Grande Loge Féminine de France

Clôture du Colloque

La Grande Loge Féminine de France est très préoccupée de l'avenir de l'Europe.

Notre Obédience maçonnique est présente dans dix pays de l'Union et à l'origine des Grandes Loges Féminines de Belgique, d'Espagne, du Portugal.

Elle œuvre au rapprochement des peuples et entend faire vivre, en Europe, ses valeurs maçonniques. A ce titre, elle défend et promeut les droits des femmes.

Au terme de cette journée riche d'informations et de débats, je m'adresse aux parlementaires européens qui nous ont fait l'honneur de leur présence.

Au sein de l'institution européenne, vous êtes, vous et vos collègues, les seuls représentants légitimes des peuples d'Europe.

Vous portez donc la responsabilité compliquée de défendre les citoyens européens les plus touchés par la précarité.

C'est vous qui portez leur désir de justice et d'équité et qui avez le devoir de faire respecter leur dignité et leurs droits.

C'est vous qui avez à relayer les espoirs que les plus fragilisés des citoyens fondent sur l'Europe.

Mais l'Union aurait-elle perdu la fraternité de vue ?

Les directives de la Commission sont trop éloignées des préoccupations de la majorité des citoyens européens.

Mais vous, parlementaires, avez aujourd'hui un pouvoir d'initiative.

Il ne vous reste qu'une petite année avant les prochaines élections.

Je ne doute pas que vous la mettez à profit pour présenter un programme européen où les électeurs se retrouvent, sinon c'est le populisme, ou pire, les extrémismes de droite ou de gauche qui finiront par jeter à bas le rêve démocratique européen.

Face au rouleau compresseur du « tout économique » sans éthique, la création d'une Europe politique s'impose. Aujourd'hui, l'Europe n'a pas de gouvernement politique légitimé par sa population pour faire entendre sa volonté tout particulièrement dans les négociations internationales.

C'est un sérieux handicap pour défendre les acquis collectifs européens et leur financement : éducation, service public, protection des salariés, protection sociale, santé... C'est une difficulté pour imposer ses normes de développement durable, avec ses volets économiques, sociétaux, ou environnementaux.

Etre en capacité de créer du droit et de la justice implique un consensus sur la forme politique. Une option fédérale est-elle envisageable ?

Elle entraînerait sûrement de nouveaux abandons de souveraineté de chaque Etat membre... Mais s'il en va de la survie de l'Union, gageons que, sur ce point, nous pouvons encore faire évoluer les mentalités.

Les Européens sont las d'une économie de marché dérégulée qui précarise de plus en plus de personnes. Ils souhaitent une vraie réforme fiscale qui en finisse radicalement avec l'existence de paradis fiscaux au sein même de l'Union. En la matière, Chypre, le Luxembourg et d'autres états-membres défrayent régulièrement la chronique.

Doter l'Europe d'un budget par contribution fiscale qui ne soit plus laissé à la discrétion de chaque Etat, ni au seul bénéfice d'intérêts particuliers serait une option pertinente. Mais elle n'est pas aisée à mettre en œuvre et les résistances sont nombreuses !

L'Europe se doit de faire émerger une vraie gouvernance qui donne la primauté à la justice et à l'éthique.

On estime, aujourd'hui, à 115 millions le nombre d'Européens menacés de pauvreté dont 80 millions sont des femmes. C'est peu ou prou, 20% de la population. Il est impensable que le budget d'aide aux plus démunis continue à être amputé.

Il paraît évident d'exiger pour demain une Europe plus solidaire, plus soucieuse et respectueuse de l'intérêt collectif.

La solidarité s'appuie sur une conception fraternelle de l'Humanité. Elle s'inscrit dans un projet commun de progrès. Elle bâtit une société qui favorise l'épanouissement de tous, l'équilibre de l'individuel et du collectif. Elle est également le gage de la concorde entre les citoyens.

La solidarité part du postulat que tous les hommes sont libres et égaux en droit, elle est donc complètement laïque. Elle doit être institutionnalisée rationnellement en Europe.

Nous Francs Maçonnes et Francs Maçons français sommes profondément attachés à la devise de notre République : « Liberté Egalité Fraternité »

mais aussi Laïcité qui figure dans la constitution de la Grande Loge Féminine de France.

Comme le proclame Edgar Morin « les produits les plus significatifs de la culture européenne : l'Humanisme, la Raison, la Science sont laïques car absents de tout dogme ».

Le concept de laïcité ne figure pas dans les textes fondateurs de l'Union Européenne. Ceci est quelque peu compensé par une approche convergente sur les droits fondamentaux. Mais, selon nous, la laïcité qui structure et cimente la sphère publique, demeure primordiale dans l'éducation comme dans l'organisation harmonieuse du vivre ensemble des citoyens européens. Une éducation laïque permet le brassage de tous les enfants quelle que soit leur religion d'origine. Elle est essentielle sur les questions d'éthique et dans toute approche scientifique.

Enfin, la laïcité est capitale pour le respect et la défense des droits des femmes. Nous constatons que partout où le principe de laïcité est dénié ou menacé, les premières victimes sont les femmes... privées de leur dignité et de leur liberté d'être humain.

C'est pourquoi, aujourd'hui, devant les bouleversements internationaux du champ politique et sociétal, l'Union Européenne toujours en construction sur fond de grave crise économique, devant les changements au sein du paysage religieux avec la croissance de l'Islam et l'apparition de nouveaux mouvements religieux dont certains sont sectaires, a le devoir de faire respecter le « principe de laïcité » par tous les Etats qui la compose.

Enfin pour garantir la liberté de tous les citoyens et, en particulier des citoyennes, l'Europe ne doit pas laisser un seul dogme religieux quel qu'il soit prendre le pas sur le politique.

Il faut donner acte à l'Union européenne du travail accompli en faveur de l'égalité Femme/Homme, mais il reste encore beaucoup à faire car toutes les Européennes ne sont pas encore des citoyennes à part entière !

Nous continuerons d'œuvrer pour qu'advienne le jour où aucun état-membre de l'Union ne pourra plus nier, ni bafouer les droits des femmes, fût-ce au nom d'une religion.

Car l'éducation des futurs citoyennes et citoyens européens repose encore le plus souvent sur les femmes. Cette éducation ne sera fructueuse que si elle est assurée par des femmes libres et autonomes.

Travailler, écouter, partager, œuvrer à la réalisation d'une Fraternité universelle, c'est l'idéal de la Franc-maçonnerie, c'est donc pour nous un devoir naturel de participer aux débats, d'apporter nos idées, de contribuer avec force à la réalisation d'une fraternité universelle et de la voir se réaliser en actes...

Je vous l'ai dit ce matin... C'est la raison de notre présence ici aujourd'hui.

Je remercie la Grande Loge de France et la Grande Loge Traditionnelle Symbolique Opéra pour leur partenariat autour de cette grande journée citoyenne consacrée à l'Europe.

Merci encore à tous les intervenants pour leurs apports et aux participants pour leur présence et la pertinence de leurs questions.

Vous l'avez lu, en exergue sur notre programme... Victor Hugo, en son temps, appelait déjà « les nations de ce continent à se fondre dans une unité supérieure pour constituer la fraternité européenne »

Et bien ! Nous sommes encore loin du compte !

Mais, c'est ensemble, à nous tous que nous pourrons aider l'Europe à décupler ses forces vives pour développer et faire grandir son extraordinaire idéal de paix et de collaboration entre les peuples.

Nous n'y parviendrons qu'avec la détermination commune de poser les actes forts qui feront avancer cette magnifique construction qu'on appelle l'Union Européenne.

Je vous remercie...